



DECLARATION DE LA FNEC-FP FO 31 AU CDEN DU 7 septembre 2018



Madame l'Inspectrice d'Académie, Monsieur le Président du Conseil Départemental, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Notre ministre a annoncé que cette rentrée est placée sous le signe de la confiance pour poursuivre et consolider ce qu'il a engagé !

Quelle est la réalité ?

Un quart des nouveaux bacheliers reste au bord de la route. Ils n'ont pas de place dans une formation universitaire ou pas de place dans la formation qu'ils souhaitent. Voilà le résultat de Parcoursup.

A nouveau, plusieurs dizaines de milliers de personnels en contrat aidé vont disparaître des établissements scolaires.

Les salaires sont bloqués, le gel du point d'indice confirmé, le jour de carence rétabli et les carrières bloquées pour l'immense majorité des personnels en application de PPCR.

Les postes manquent et les conditions de travail se dégradent, la pression sur tous s'aggrave.

Monsieur Blanquer veut poursuivre sa «consolidation» par une avalanche de mesures liées à toutes ses contre-réformes : orientation transférée aux régions, recours massif aux contractuels en lieu et place de titulaires, réforme du bac et de la licence, abandon de la formation professionnelle aux patrons, réforme territoriale qui atomise le fonctionnement de l'Education nationale.

Et pour cela le gouvernement entend en finir avec les statuts. Nos statuts particuliers de corps, notre statut de fonctionnaire d'Etat, sont incompatibles avec les décisions du ministre qui morcellent l'Education nationale pour mieux la privatiser.

Le gouvernement s'attaque à tous les services publics, à tous les droits collectifs, et il veut entreprendre une réforme «systémique» des retraites préparant un régime universel par points. Il s'agit de baisser massivement les retraites et les pensions, ça ne sert qu'à cela.

Retraites, statuts, école publique, la FNEC FP-FO n'accompagnera pas leur destruction !

C'est dans ce cadre que les syndicats FO, CGT, Solidaires, UNEF et UNL appellent à la mobilisation et à la grève interprofessionnelle, étudiante et lycéenne le 9 octobre prochain pour :

- le retrait du projet Macron-Delevoye d'un régime universel de retraites par points
- le maintien du Code des pensions civiles et militaires
- le maintien du grand livre de la Dette publique qui garantit le droit à pension des fonctionnaires d'État
- L'augmentation générale des salaires et des traitements

Le dispositif Blanquer 100% Réussite mis en place à moyen constant a pour effet pervers de faire monter les effectifs dans toutes les autres classes et de siphonner une grande partie des postes budgétaires déjà largement insuffisants.

Les taux d'encadrement en Haute-Garonne sont particulièrement mauvais, avec un seuil indicatif de 32 en maternelle qui est le plus élevé de France. FO revendique pas plus de 25 élèves par classe dans toutes les classes et 20 en éducation prioritaire. Pour cela une seule solution le recrutement massif d'enseignants fonctionnaires d'état.

Pour FO, aucune fermeture ne doit intervenir à cette phase de carte scolaire et les ouvertures doivent être anticipées avant les vacances. Comment accepter qu'une école qui a commencé à fonctionner voie son organisation changer une semaine après la rentrée ? Dans tous les cas, c'est toute l'école qui voit son fonctionnement bouleversé !

Qu'en est-il du collègue qui a commencé à s'investir et se retrouve sans poste du jour au lendemain, sans aucune garantie de retrouver un poste qui lui convienne, tant au niveau pédagogique qu'au niveau géographique ? En outre cela pose le problème statutaire du non respect de l'affectation et des règles de priorité liées à une fermeture de poste.

C'est dans ce contexte que les équipes enseignantes et les parents d'élèves sont mobilisés aujourd'hui même devant la préfecture afin de faire entendre leur incompréhension, leur crainte et leur colère face au projet de fermeture d'une classe dans leur école. Vous avez accepté de recevoir quatre délégations d'école pendant la tenue de ce CDEN, et au moins une autre attend aussi être reçue.

Le SNUDI FO défendra dans cette instance tous les dossiers qui lui ont été confiés par les collègues.

Nous rappelons nos revendications :

- Non au dispositif BLANQUER « 100 % réussite » : les postes créés doivent servir à satisfaire les besoins des écoles ;
- Ouverture des classes nécessaires, non aux fusions d'écoles, maintien de toutes les classes ;
- Création des postes nécessaires de remplaçants ;
- Ouverture et réouverture des postes et structures spécialisées, rétablissement de RASED complets ;
- Allègement des effectifs dans toutes les classes ;
- Ouverture de postes au concours à hauteur des besoins réels du terrain, recrutement d'enseignants sur la liste complémentaire ;
- Maintien de l'école maternelle avec un PE et une ATSEM par classe.

Aujourd'hui 85 % des communes françaises ont fait le choix avec les enseignants des 4 jours sur 36 semaines.

En ce qui concerne notre département, nous actons positivement la levée des multiples freins posés par votre prédécesseur. Pour autant seulement 12 % des écoles fonctionnent sur 4 jours à cette rentrée ! Certains mettent en avant l'historique de la région toulousaine. Pourtant dans de nombreux cas, cette organisation est plébiscitée par les enseignants et les parents. Seules les collectivités territoriales font blocage !

FO s'oppose à la territorialisation de l'école. Il appartient à notre ministre de fixer nationalement notre calendrier de travail.

FO revendique 4 jours sur 36 semaines pour tous !